

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 36 (2010)
Heft: 2

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Frauenfelder, Arnaud. 2007. Les paradoxes de la naturalisation. Enquête auprès de jeunes issus de l'immigration. Paris: L'Harmattan (« Questions sociologiques »), 390 p.

Pourquoi les jeunes de « deuxième générations » se naturalisent-ils? La naturalisation est-elle utile à l'insertion professionnelle? L'obtention de la nationalité suisse consacre-t-elle un « processus d'intégration réussi »? Si l'ouvrage d'Arnaud Frauenfelder ne répond pas aux questions que nous impose le débat public, c'est parce que la réflexion proposée ici est résolument sociologique et, partant, bien plus complexe. Optant pour une approche qualitative, l'auteur appréhende les conditions d'accès à la citoyenneté au travers du prisme des logiques ordinaires liées au processus de naturalisation. Les expériences vécues par les individus sont dépliées avec rigueur – et délicatesse – au fil du texte, plongeant le lecteur dans les méandres du dispositif institutionnel encadrant « l'acquisition volontaire » de la nationalité suisse.

Si aujourd'hui, il est d'usage d'affirmer que tout est processus (social, qui plus est), rares sont les enquêtes qui intègrent réellement la dimension temporelle d'un point de vue épistémologique et méthodologique comme c'est le cas ici. C'est ainsi que contre une vision statique, l'auteur procède à démonter sous nos yeux la « machine naturalisation », à en détacher chaque pièce pour en comprendre les rouages et les articulations donnant à voir les ambivalences qu'elle

recèle. Paradoxalement, ce mode atypique d'accès à la nationalité devient un « analyseur social » fort pertinent, puisque le rapport à la naturalisation des jeunes italiens et espagnols nous informe sur les schèmes de classement social, sur la gestion des projets migratoires familiaux ou sur les attentes sociales inhérentes à l'intégration des immigrés en Suisse.

Le texte illustre de façon remarquable comment cette démarche marginale (vu le faible pourcentage d'« étrangers » qui y font recours en Suisse) renforce la légitimité de la catégorie nationale qu'elle consacre, prouvant par là l'efficacité symbolique de cette institution d'État. En plus d'une description du dispositif réglementaire suisse et des procédures administratives y relatives, l'auteur oriente le regard vers les futurs citoyens potentiels. Il montre comment les enjeux symboliques, normatifs et identitaires de la naturalisation se concrétisent dans les pratiques quotidiennes des individus. Ce faisant, l'auteur lève le voile sur une nation « en train de se faire (se maintenir!) ». Il propose de penser ensemble, d'une part, l'institution étatique (avec son dispositif matériel et procédurier) et, d'autre part, les imaginaires individuels ou collectifs contribuant à faire exister la communauté nationale (celle dont parle Anderson). On comprend ainsi comment chaque acte administratif – aussi anodin soit-il en apparence – lorsqu'il est interprété dans le registre du mérite, contribue à faire jouer la catégorie nationale comme une clôture sociale (cf. Roger Brubaker).

L'argumentaire principal découle des choix méthodologiques et analytiques de l'auteur et se développe à partir de deux dimensions qui sont, en quelque sorte, deux facettes de la naturalisation. Une première dimension touche à la temporalité du processus de naturalisation et à ses ressorts. Rappelant les enjeux sociaux, économiques, politiques ou identitaires y relatifs, les trois étapes principales de ce processus (*choix, procédures et usages du titre national*) sont abordées avec systématisme et rigueur.

Une deuxième dimension se superpose à la première, elle se présente sous l'angle de typologies successives construites à partir de la diversité des expériences vécues. Ce faisant, l'auteur propose une réelle analyse sociologique, puisque les catégories de l'expérience sont rapportées aux contextes sociaux et politiques, elles sont ancrées dans les parcours de vie et les trajectoires scolaires, elles sont confrontées aux projets migratoires parentaux ou liées aux stratégies identitaires. À chaque étape du processus, on découvre avec intérêt, étonnement ou complicité les propos et récits biographiques des « naturalisés », mais aussi de celles et ceux qui sont restés « étrangers ». Car la prise en compte de jeunes n'ayant pas choisi la voie de la naturalisation donne lieu à une perspective comparative qui constitue certainement un aspect novateur et une des plus values heuristique de l'enquête.

Du point de vue de la structure du texte, l'ouvrage s'ouvre sur une introduction théorique consistante s'attachant à poser les jalons conceptuels de la démarche suivie.

La première partie du livre aborde les choix liés à la naturalisation. Cette analyse, qui tient compte des conditions sociales des individus, de l'accès à l'information et des agents de diffusion qui lui sont liés (parenté, fratrie, institutions de conseil, etc.) donne lieu à une typologie des logiques d'acquisition et d'abstention des plus intéressantes :

L'acquisition-marche-pied est le fait d'individus qui sont au/bénéfice de parcours scolaires plutôt longs et qui projettent dans l'accès à la nationalité suisse leurs fortes attentes de mobilité sociale.

L'acquisition-pragmatique relève de stratégies de « réaménagement de l'existence » qui s'orientent vers l'installation dans le pays d'accueil, en dépit des projets de retour des parents.

L'acquisition-sécurité ne vise ni des projets à long terme, ni l'espoir d'une ascension sociale. Elle est, pour des jeunes qui admettent une distance avec le monde scolaire, une occasion de réduire les risques d'un environnement perçu comme menaçant.

L'abstention-traditionnaliste (ceux qui ne font pas la demande) procède de mécanismes sociaux informés par « la force symbolique de l'idée de retour, illusion partagée par les parents » (173).

L'abstention-silencieuse concerne des personnes dont les parcours scolaires sont modestes et qui prévoient de s'installer durablement en Suisse. L'« effet de position sociale » (155) explique cette abstention : en bas de la « hiérarchie des métiers » (159), la nationalité suisse n'est pas une identité valorisée car elle tiendrait plus de l'exception que de la norme commune.

L'abstention refus-subjectiviste est le fait de jeunes suivant des « parcours scolaires ambitieux » (161) qui projettent de rester vivre en Suisse. Ce choix traduit une forme de résistance face à l'institution nationale et les tracasseries administratives inutiles.

On peut regretter que cette typologie ne soit pas mobilisée plus systématiquement dans la suite de l'ouvrage. Il aurait, en effet, été intéressant de savoir si ces catégories restent consistantes pour comprendre le rapport aux procédures (partie II) et aux usages du titre national (partie III).

La deuxième partie retrace les sinuosités du processus de naturalisation. Suivant toutes les pistes pouvant éclairer les étapes suivies, chaque signe est traité avec minutie et systématisme, toujours en dialogue avec les données du terrain, l'enquête sociologique se doublant ainsi d'une « histoire des procédures » qui s'avère passionnante. Considérant la naturalisation comme un rite d'institution, l'auteur fait une analyse fouillée des (rites de) passages obligés vers l'acquisition du titre

national. L'ambivalence principale réside dans fait que pour prouver son intime volonté de devenir suisse, la procédure exige la pratique d'une rhétorique stratégique (stratégies, par ailleurs, difficilement avouées même au chercheur) qui vise à exprimer un sentiment patriotique qui se doit d'être authentique. Les motivations que présente le candidat à l'administration, la compilation des dossiers, les dépenses monétaires ou la prestation de serment sont vécues comme autant d'épreuves individuelles, révélant, paradoxalement la dimension officielle et institutionnelle de la naturalisation.

Tout en posant un regard critique sur l'aspect contraignant et rigide de la procédure, les jeunes estiment que la démarche de la naturalisation doit rester un acte volontaire, validant ainsi l'idée qu'elle se doit d'être sélective (en tous les cas pour les autres). En ce sens, ces jeunes donnent raison à Pierre Bourdieu pour qui le rite d'institution ne vise pas tant à séparer ceux qui l'ont subi de ceux qui ne l'ont pas subi, mais renforce la distinction entre ceux qui en sont potentiellement candidats (ici les «deuxièmes générations») et les autres (ici les autres migrants). En résumé, si le point de vue relaté est celui des interviewés, c'est toute l'institution nationale et l'appareil d'Etat qui imprime sa marque au travers de ce mécanisme d'inclusion, preuve en est une «certaine orthodoxie nationaliste» (304) tangible chez celles et ceux qui tentent d'en devenir membre.

La troisième partie touche aux effets de l'obtention du titre national et interroge la possibilité de considérer le passeport nouvellement acquis comme une ressource à faire valoir dans différents champs sociaux. Là encore, loin de proposer une évaluation faussement objective, l'auteur opte pour une démarche interne. Arnaud Frauenfelder rend compte de logiques a priori contradictoires: réduire la naturalisation à une question de papier, procéder à une forme de «neutralisation du coût symbolique» (311) permettant de maintenir l'illusion de la «fidélité à soi» (pour reprendre Sayad cité par l'auteur) ou revendiquer un traitement égalitaire par rapport aux autres

Suisses. Ces ambivalences sont en premier lieu nourries par le décalage entre l'identité officielle (nouvellement conférée) et l'identité sociale qui se traduit par le regard d'autrui dans la vie quotidienne, prouvant bien là toute la différence – en termes de représentations – entre *être (naître) Suisse* et *devenir Suisse*. Comme le note Claudio Bolzman, qui signe la préface de l'ouvrage, «l'accès au titre valorise davantage la dimension statutaire (reconnaissance de la citoyenneté) que la dimension identitaire» (13). Cette partie est sans doute la moins aboutie, car si les analyses ouvrent sur des pistes intéressantes (même si pas fondamentalement nouvelles), elles sont moins étayées et discutées que les précédentes. De manière générale, il est surprenant de noter que les personnes interrogées ne font que très rarement référence aux images et représentations (fussent-elles stéréotypées) de la Suisse ou ladite identité suisse. Est-ce un effet du dispositif d'enquête? Est-ce une référence peu pertinente? Cela aurait mérité plus ample réflexion, même si la richesse des propos développés par l'auteur suffit par ailleurs, à nourrir l'intérêt et la curiosité du lecteur.

Constituant à la fois la valeur et le point faible de l'ouvrage, Arnaud Frauenfelder nous offre ici trois livres en un: une analyse articulée et fouillée des logiques ordinaires de la naturalisation (*lecture du corps de texte*), une plongée dans le monde des jeunes italiens et espagnols qui vivent aujourd'hui à Genève (*lecture des extraits d'entretiens*), et finalement une discussion informée et approfondie sur de nombreuses questions théoriques, épistémologiques et méthodologiques (*lecture des notes de bas de pages*). Discutant, argumentant, citant, nuancant (parfois avec des effets de forme non nécessaires), l'auteur ne renonce à aucune note (jusqu'à plus de trois quarts de page), à aucun extrait d'entretien (souvent un peu longs ou figurant en notes de bas de page) quitte à affaiblir quelque peu la cohérence d'ensemble et la démonstration sociologique. Revers positif de la médaille: la remarquable attention portée aux données de l'enquête qui sont appréhendées avec le

souci de rendre compte des paroles situées. Les verbatim, présentés avec les questions de l'enquêteur et rendus dans leur intégralité, sont toujours mobilisés à bon escient et transcendent la simple fonction illustrative pour « incarner » les propositions analytiques.

En plus d'une étude fine et informée sur les enjeux propres à la question de la naturalisation en Suisse, cet ouvrage touche au questionnement plus général attendant à l'articulation entre trajectoires individuelles, positions sociales et espaces de légitimation institutionnels, ne pouvant que captiver tout lecteur intéressé par la « chose sociale ».

Dr Francesca Poglià Mileti

Professeure associée de sociologie

*Domaine des Sciences des sociétés, des cultures
et des religions*

Département des Sciences sociales

Université de Fribourg

Francesca.poglia@unifr.ch

Moessinger, Pierre. 2008. Voir la société : le micro et le macro. Paris : Hermann, 258 p.

Qu'est-ce que bien voir la société ? Moessinger entreprend de répondre à cette question en menant une double réflexion : l'une, ontologique, portant sur la nature de ce qui est « vu » ; l'autre, épistémologique et méthodologique, consacrée aux conditions permettant de « bien voir » le monde social pour en acquérir des connaissances « profondes ».

Son livre est divisé en quatre chapitres : le premier aborde la question des niveaux ontologiques et de l'émergence des propriétés sociales ; le deuxième porte sur les notions de coordinations, de réseaux et de systèmes sociaux ; le troisième considère les dynamiques sociales ayant cours dans les réseaux et les systèmes ; finalement, le quatrième examine les relations d'émergence entre les institutions et les individus, et propose une synthèse des thèses soutenues pour défendre la nécessité

d'adopter, en sociologie, une approche systématique ayant pour objet la totalité sociale.

L'auteur avance que la problématique de l'*approche* des phénomènes sociaux, c'est-à-dire la distance à laquelle le scientifique observe son objet d'étude, est centrale à toute explication sociologique. Pour l'illustrer, il recourt à la métaphore du passager d'un avion qui regarde la terre par un hublot, lors d'une manœuvre d'atterrissage. Tandis que l'avion approche du sol, le passager discerne de plus en plus de détails : il voit apparaître des villes, des quartiers, des rues, des voitures et des individus. Après avoir atterri, il perçoit que ces individus ont des propriétés sociales (rôle, genre, instruction, etc.) et des attitudes psychologiques (joie, colère, indifférence, etc.). Il observe ainsi que divers niveaux ontologiques stratifient le réel – niveaux dont les propriétés respectives disparaissent ou apparaissent selon la distance à laquelle il se tient. « En montant on voit [...] apparaître des nouveautés – qui sont des macropropriétés – et disparaître des détails – qui sont des micropropriétés –, tandis qu'en descendant on voit apparaître des micropropriétés et disparaître des macropropriétés » (p. 32).

Ce qui est vu dépend donc du *point de vue* de l'observateur, envisagé dans ce cas comme une *vision verticale*. Une seconde conception du point de vue, l'*angle de vue*, tirée de Piaget, soulève la question de la possibilité de la connaissance : que peut-on connaître d'un objet en le regardant selon un angle de vue donné ? Peu de choses, répond l'auteur. Si nous approchons un objet par une face unique, n'en ayant qu'un aperçu, nous ne pouvons en acquérir une connaissance solide. C'est pourquoi l'auteur préconise d'adopter des angles de vue divers, de les coordonner et de les comparer avec systématique. Il ajoute que les liens existants entre les entités de différents niveaux doivent être explicités. L'unité de la société ne pourrait être comprise qu'à ces conditions.

Les liens entre niveaux renvoient à la problématique classique des relations entre micro- et macroniveaux. L'auteur estime que le sujet est traité avec peu de systématique en

sociologie. Il propose de remédier à ce défaut en s'appuyant sur la théorie ontologique de Mario Bunge et retient deux conceptions des niveaux qu'il juge fondamentales. Dans la première, ces niveaux correspondent à des hiérarchies d'inclusion et d'intégration : ils reposent les uns sur les autres, ceux d'ordre inférieur étant inclus et/ou intégrés dans les niveaux d'ordre supérieur. Les composantes du niveau considéré appartiennent de ce fait au niveau précédent. L'auteur fait remarquer qu'en sociologie deux niveaux sont pour l'essentiel considérés : l'individu et les systèmes sociaux. Dans la deuxième conception, les niveaux se caractérisent par leur tendance à faire émerger des systèmes de propriétés nouvelles : au niveau considéré émergent des propriétés qui n'apparaissent pas aux niveaux inférieurs et supérieurs. Une propriété émergente est définie par Bunge comme une propriété nouvelle, c'est-à-dire qu'une « propriété P d'un système S est émergente si et seulement si P n'est la propriété d'aucune composante de S » (p. 48). La thèse de l'émergence peut être exemplifiée par « un encombrement de véhicules [qui ne saurait constituer] une propriété des véhicules eux-mêmes » (p. 31). On trouve parmi les propriétés émergentes des systèmes sociaux des propriétés structurelles générales telles que l'arrangement ou la disposition des composantes, les équilibres, la cohésion des composants, les dynamiques sociales (qui ne sont pas des propriétés des conduites intentionnelles des individus concernés) ; mais aussi des propriétés organisationnelles et institutionnelles variées telles que des règles et des normes sociales.

Moessinger pense en outre que « les propriétés émergentes d'un système social induisent des propriétés quant aux composantes de ce système, en particulier quant aux individus qui en font partie » (p. 224). De ce fait, des individus agissant dans un système institutionnel sont pourvus de propriétés nouvelles, les micropropriétés. L'auteur oppose cette microémergence à la macroémergence, c'est-à-dire à l'émergence des macropropriétés.

On le voit, la notion d'émergence est ici liée à la notion de système, définie comme suit : « les systèmes sociaux sont des ensembles de composantes (en particulier d'individus, y compris, le cas échéant leurs intentions, valeurs, rôles, et autres propriétés) qui se coordonnent (et dont certaines propriétés sont reliées) » (p. 85). Pour l'auteur, l'intérêt de l'approche systémique provient de la façon dont y est théorisée l'organisation sociale : elle repose sur des relations sociales et des interactions. Ces fondements permettent d'avancer que toute société consiste en « un système concret composé d'individus connectés par des liens de communication, d'échange, de coordination d'activités, de pouvoir, de parenté, d'amitié, etc. » (p. 123). En sus de l'intérêt théorique de l'approche systémique, l'auteur soutient que deux raisons rendent son adoption nécessaire : une raison ontologique, car le réel se présenterait « lui-même [...] sous forme de systèmes (toute chose est composée de parties connectées, et se situe dans un environnement) » ; une raison épistémologique, car toute explication renverrait « tôt ou tard à des processus, c'est-à-dire à des connexions entre composantes de systèmes » (p. 126).

Sous l'aspect dynamique, quand un système naît par l'assemblage d'individus, divers processus ou mécanismes se mettent en place, parmi lesquels des mécanismes ou processus de diffusion : l'imitation, l'attraction, la répulsion, la différenciation ou la polarisation. L'auteur consacre le chapitre III à l'étude de quelques-uns de ces processus. Il insiste sur le rôle de l'aléatoire dans les processus sociaux et sur la nécessité d'en tenir compte dans l'explication, et défend qu'une représentation précise des processus régissant les systèmes sociaux exige de recourir à des modèles.

Pour conclure, l'auteur recommande d'aborder la société comme une totalité : bien voir la société consiste à mettre en évidence et à modéliser les mécanismes et processus des phénomènes sociaux, mais également à tenir compte des effets émergents et à situer les changements sociaux dans leur contexte.

En dépit de leur intérêt, plusieurs arguments dans le livre semblent poser problème,

dont deux en particulier. Le premier concerne le *distinguo* fait entre les notions de « système » et de « réseau ». On parlera de « système » « lorsque la connexion [entre individus] est assez forte pour “tenir” le tout, ou pour permettre son “intégration”. Quant aux systèmes peu cohésifs, nous pourrions parler de réseaux (réseaux de piétons, de circulation, de communication, etc.) » (p. 125). Ainsi, c’est lorsque des propriétés sociales sont reliées et qu’elles « présentent une certaine unité ou cohérence » qu’on dit qu’elles font systèmes (p. 84). À nos yeux, l’adoption d’un tel critère de différenciation ontologique basé sur une évaluation débouche, dans ce cas, sur un problème de catégorisation : la proposition de nommer un objet doté des *mêmes propriétés constitutives* tantôt « système », tantôt « réseau », en fonction de sa *plus ou moins* grande cohésion, amène en effet à qualifier de deux noms différents un même objet, plutôt qu’à en qualifier deux après avoir établi la nature distincte de leurs propriétés constitutives.

On notera que l’auteur dans sa tentative de distinguer les réseaux des systèmes n’aborde pas une notion définitoire d’un système, celle des mécanismes homéostatiques de rétroaction positive et négative¹, qui pourrait sans doute l’aider à trancher la question.

Le second argument concerne les notions de « processus » et de « causalité ». L’auteur écrit que « l’explication via les processus n’est pas une explication causale » (p. 238). Il identifie à plusieurs reprises un processus à un mécanisme (Chapitre III, pp. 235–239), empruntant ce concept à Merton et ses sympathisants (p. ex. Elster, Hedström, Swedberg). Ces derniers défendent pourtant qu’une explication mécaniste *est* une explication causale². Or si les mécanismes sont identiques à des processus, et que les mécanismes engagent la causalité, comment

les processus ne le feraient-ils pas ? L’auteur soutient également qu’une explication via un processus « diffère de l’explication fonctionnelle ou téléologique (du type “A explique B parce que A est nécessaire ou utile à la survie du système – biologique ou sociale – de B”) » (p. 238). Selon lui, soutenir que des processus règlent un système social ne fait pas référence à un *telos*. Pourtant, il écrit que « la stabilité [d’un système] est due au fait que les composantes du système agissent de manière à maintenir l’équilibre » (p. 227). Les composantes régulent donc le système *afin* de maintenir l’équilibre : référence est faite malgré tout à un *telos*.

Malgré cela, on trouvera dans ce livre de nombreuses idées intéressantes et stimulantes sur l’émergence, la perception et l’ontologie des phénomènes sociaux. Deux descriptions sont en outre particulièrement réussies et éclairantes : celle d’un flux de piétons observé, d’abord, depuis la fenêtre d’une chambre d’hôtel, puis décrit de l’intérieur, par un piéton lui-même ; et celle de la circulation routière aux carrefours de Hô Chi Minh-Ville.

Frédéric Minner
Département de Sociologie
Université de Genève
Bd. du Pont d’Arve 40
1211 Genève
Frederic.Minner@unige.ch

Peneff, Jean. 2009. Le goût de l’observation, Comprendre et pratiquer l’observation participante en sciences sociales. Paris : La Découverte, 254 p.

Le *goût de l’observation* n’est pas tout à fait le livre qu’il prétend être. Le sous-titre « comprendre et pratiquer l’observation participante en sciences sociales » est un peu trompeur. De quoi s’agit-il alors ? Décidément ce livre n’est pas un manuel – même si le chapitre VIII « Exercices de perfectionnement », au demeurant très utile, offre un gage

1 Watzlawick, Paul *et al.* 1972. *Une logique de la communication*. Paris : Seuil.

2 Hedström, Peter & Richard Swedberg (éds). 2007. *Social mechanism : an analytical approach to social theory*. Cambridge : Cambridge University Press.

à ce genre – et c'est tant mieux ou tant pis, selon le désir du lecteur. Dans notre cas – et c'est l'agréable surprise de l'ouvrage –, c'est tant mieux!

Dans le même temps, il est bien question d'un livre de transmission. Transmission de crédos d'un sociologue mordu de terrain. Transmission de souvenirs datés et vivaces à la fois (l'Algérie, la désillusion et l'extraordinaire dégoût de cette guerre d'occupation pour une génération de fils de résistants, dont fait partie Jean Peneff, le récit de la pose des premières briques du règne de Pierre Bourdieu ou la découverte de la sociologie américaine et l'accueil si chaleureux, symbolisé encore aujourd'hui par l'indéfectible amitié avec Howard Becker, qui préface le livre). Et puis transmission de valeurs humanistes, que l'auteur voudrait que l'on n'oublie pas.

Puisant au cœur de l'héritage humaniste de la Seconde Guerre mondiale, Peneff nous invite à lire ou relire Germaine Tillon, Primo Levi, Viktor Klemperer ou Marc Bloch. Ces témoignages inestimables, nous dit-il, sont des monuments d'observation des pratiques dans des conditions extrêmes, qui devraient continuer à nous inspirer et à nous encourager à pratiquer des observations participantes, ou non participantes, de façon plus systématique. Les lettres de noblesse de l'observation existent depuis plus de cent ans, tonne l'auteur, pourquoi ne pas y avoir prêté attention? Pourquoi avoir délaissé l'une des méthodologies les plus fécondes et exigeantes de la sociologie? Pourquoi, alors que les naturalistes ou les zoologues ont construit leur savoir sur plusieurs milliers d'heures d'observation détaillant « le comportement des animaux dans leur environnement naturel, on est stupéfait de la brièveté de nos observations sur les sociétés humaines et de notre propension à tirer des conclusions péremptoires sur des groupes aussi maigres et sur un temps aussi court. Les sociétés humaines seraient-elles moins complexes? » (p. 33). Pourquoi si peu de moyens et d'encouragements ont été donnés aux sciences de l'homme pour conduire ces observations au long cours? Pourquoi l'enseignement du

travail de terrain proprement dit a-t-il été si durablement négligé dans les cursus de sociologie? Heureusement, Peneff observe un frémissement: l'observation participante regagne de l'intérêt depuis le début des années 90. Et de citer toute une liste de jeunes et moins jeunes sociologues qui ont utilisé l'observation et l'immersion dans leurs enquêtes sociologiques.

Mais reprenons, les cinquante premières pages nous livrent les réflexions de Peneff sur la naissance de l'observation dans les sciences expérimentales et la médecine, puis dans les sciences humaines et sociales. L'un des arguments du livre est le suivant: en sociologie, l'observation appartient « à un mode mineur puisque sa finalité consiste à analyser les conduites et les situations avec le moins d'écrans possibles » (p. 37). L'un des fils rouges du livre consiste à décortiquer pourquoi, alors que l'observation est un moteur majeur de l'apprentissage et du développement chez l'enfant (chapitre II), les sociologues – à la différence des ethnologues – ont ignoré les bénéfices d'une méthodologie aussi simple à mettre en œuvre que les résultats obtenus sont compliqués à interpréter avec toute la distance sociologique nécessaire. Dans le livre, il s'intéresse en particulier de près à l'influence des parcours sociologiques d'enfance d'Henri Mendras et de Pierre Bourdieu, pour expliquer pourquoi leurs récits du monde rural de leur enfance sur lequel ils ont chacun voulu écrire, sont finalement fortement influencés par la position sociale de leurs familles respectives dans ces deux univers. En effet, alors que les témoignages concernent des régions très proches, du sud-ouest de la France, le monde dépeint est fort différent. Peneff s'interroge: Faut-il y voir la faiblesse intrinsèque de l'observation, trop dépendante de l'observateur? Ou faut-il – comme il incline à le penser – considérer que deux grands noms de la sociologie francophone n'ont pas suffisamment pris la mesure des exigences requises par l'observation: réussir tout à la fois une mise à distance continue de l'environnement social observé et une prise en compte active de sa propre

histoire personnelle ? Clairement, pour accéder à la plus grande véracité possible, c'est la deuxième option que conseille Peneff. Elle n'aurait pas été systématiquement adoptée par Mendras et Bourdieu. Peneff écorne au passage les réputations de ces *usual suspects*, teintant d'irrévérence dont il est coutumier ce *goût de l'observation*. Mais ces biais et les relatifs échecs de ces sociologues ne suffisent bien sûr pas à expliquer pourquoi une telle méthodologie a été tant méprisée.

Peneff introduit alors d'autres types d'arguments, dont certains sont peu exposés, bien que connus. L'influence des écoles philosophiques (Sorbonne, École Normale, programme de l'agrégation) et des philosophes tout court a joué en défaveur de l'adoption plus libérale des méthodologies de l'observation. Comme le rappelle l'auteur, « pour son bonheur ou son malheur, la philosophie a "donné" ses meilleurs étudiants à la sociologie » (p. 38). Un excès de confiance dans la puissance des objectivations statistiques, un enfermement dans des carrières bureaucratiques, à mesure que la sociologie prenait pied à l'université ont eu raison de l'observation comme mode de connaissance privilégié du social. Être titulaire d'un poste à l'université ou au CNRS a trop souvent consisté à accepter de mener des batailles institutionnelles, qui empêchaient (et empêchent toujours) de s'immerger dans des terrains de façon durable. Plus loin dans le livre, Peneff revient sur les orientations disciplinaires de Durkheim, Aron et Bourdieu, trois normaliens agrégés philosophes qui « ont pesé sur le destin de la sociologie en raison de leur intervention en faveur d'un essentialisme scientifique, nécessaire, pensaient-ils, à l'installation de la discipline. Les arguments au bénéfice de la différenciation scientifique par observation ne pouvaient pas, à leurs yeux, rivaliser avec les démonstrations mathématiques » (p. 229). Ainsi le carcan scolaire normatif des grandes écoles à la française a-t-il inexorablement pesé sur le développement de la sociologie francophone. À la même époque à Chicago, Hughes cherchait à recruter des doctorants à forte personnalité, noirs, marginaux, fils

d'émigrés ou venant des classes populaires, parfois sans diplôme du secondaire.

Un deuxième argument avancé par Peneff s'interroge sur les effets à long terme de l'étrange voisinage indifférent que la sociologie a progressivement construit avec l'anthropologie et les méthodes ethnographiques. L'avancée des ethnologues en termes de postes institutionnels est soulignée par Peneff : « À la veille de la Seconde Guerre mondiale, il y avait plus d'une centaine d'ethnologues en poste alors qu'on ne comptait que quatre ou cinq sociologues » (p. 40). Les cinquante années suivantes furent consacrées à renverser cette tendance. Les sociologues ont dû se battre pour marquer un territoire bien à eux. On pourrait avancer, même si Peneff ne va pas tout à fait jusque-là, que l'emploi de méthodologies trop « ethnographiques » aurait risqué d'induire des chevauchements, des emprunts, des hybridations, dommageables à l'établissement stratégique de la sociologie. On préféra donc une mise à distance des sujets et l'utilisation d'enquêteurs, de passeurs d'entretien ou de questionnaires.

Pourtant, comme le remarque Peneff, citant Valière, la similitude des thèmes traités sur la France contemporaine (pour ne citer que cette aire géographique) est étonnante. On le sait les ethnologues formés en Afrique et en Océanie, pendant la colonisation, ont déserté leurs terrains « coloniaux » et « post-coloniaux », pour découvrir l'exotisme du coin de la rue. Cependant, même si l'argument de la constitution des champs respectifs de la sociologie et de l'ethnologie compte, il ne semble pas épuiser ce mystère d'une cohabitation indifférente, que Peneff ne perce finalement pas tout à fait.

Si ce livre n'est pas un manuel, il ressemble néanmoins à un livre de compagnon, de compagnon de la sociologie. Il mêle des réflexions sur l'histoire et le développement des sciences sociales, à des récits plus personnels. Ce mélange confère un charme incroyable à l'ouvrage. Dans sa réhabilitation de l'observation comme méthode en sociologie, Peneff fait des incursions salutaires dans d'autres champs (journalisme, lettres, histoire...)

remarquant que d'autres, comme Zola dans ses *Carnets d'enquête*, ont su recueillir des données d'observation à faire pâlir d'envie des sociologues mordus de terrain. L'admiration pour les textes et les témoignages de Germaine Tillon, Viktor Klemperer, Primo Levi ou Marc Bloch se lit dans les pages qui leur sont consacrées. Ces textes constituent la véritable tradition européenne de l'observation. Elle n'a rien à envier à la grande tradition américaine de l'École de Chicago. Il faut pourtant, comme le fait si bien Peneff, se donner la peine de lire et relire ces textes très exceptionnels (cf. « La prise de notes dans les camps », 101) et leur ménager une place dans la bibliothèque du sociologue.

Finalement, Peneff argumente en faveur d'un autre type de sociologues, à même de développer une autre manière de faire de la sociologie, « populaire, démocratique dans son exercice et pas seulement dans ses intentions formelles » (p. 14) qu'il appelle de ses vœux. Et c'est là qu'il nous bouscule, prenant les chemins de traverse pour nous faire sentir ce qu'il appelle « l'inexpérience sociale » (p. 164). Le chapitre III est consacré à ses propres expériences d'enfant de Cadours en Haute-Garonne, libre de ses mouvements et inlassable observateur des conduites des adultes. Il utilise ses souvenirs d'inspiration rousseauiste pour nous montrer comment le sens de l'observation peut être développé et combien nous continuons à le négliger. Il plaide pour une éducation plus libre. Il souligne combien celle de nos élites politiques et intellectuelles est pauvre en expériences sociales et combien l'éducation de nos propres enfants est confinée, organisée et disciplinée ! Le mélange de classes a totalement disparu, pense-t-il, et les sociologues ne sont pas seuls à en faire les frais. Nous sommes toujours trop engoncés, pas assez inventifs dans nos modes de confrontation au terrain. Nous avons trop réglementé nos accès. Nous demandons trop souvent des autorisations, qui nous sont d'ailleurs souvent refusées. Nous sommes trop loin des mondes que nous sommes censés étudier. Être sociologue, c'est être irrévérencieux, inclassable, inconfortable,

en porte-à-faux. L'observation participante comme non participante offrent une occasion unique de réfléchir, de se décaler socialement, de pratiquer et de s'entraîner à cet inconfort. Jean Peneff en témoigne dans ce livre pour être sûr que l'on n'oublie pas de cultiver son jardin social. On peut ne pas être d'accord avec tout ce que propose l'auteur, mais on ne peut rester indifférent à l'appel de cette sociologie buissonnière et exigeante à laquelle il nous convie.

Mathilde Bourrier

Université de Genève

Faculté des sciences économiques et sociales

Département de Sociologie

40, bd du Pont d'Arve

1211 Genève 4

Mathilde.bourrier@unige.ch

Gusfield, Joseph. 2009 [1981]. La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique. Paris : Economica (« Études sociologiques »), traduction et postface de Daniel Cefaï, 354 p.

La sociologie francophone vit à l'heure de la tension entre une sociologie dite *classique* et une sociologie dite *pragmatique* (ou *praxéologique*). Reprochant notamment à la première son recours abusif à des formes de déterminisme social dans ses modèles explicatifs de l'action, la seconde œuvre à opérer un certain nombre de déplacements, tant ontologiques qu'épistémologiques, tournée davantage vers les pratiques sociales et leurs effets. Elle vise entre autres à remettre en question la division micro/macro des faits sociaux et l'opposition entre l'individu et le collectif, pour saisir plus finement la constitution de l'action, sa compréhension et ses modes de description.

Dans ce contexte, relativement conflictuel, la traduction de l'ouvrage classique de Joseph Gusfield tombe à point nommé. Rompant avec les approches traditionnelles de l'analyse séquentielle et de la *mise sur*

agenda des problèmes sociaux (*agenda setting*) prévalant dans les années 1950–1960, aux États-Unis, l'auteur propose une lecture innovante, marquée par les apports du pragmatisme, de la sociologie des sciences et de l'ethnométhodologie, d'un problème particulier qui se constitue aux USA dans la seconde moitié du vingtième siècle : l'alcool au volant.

La culture des problèmes publics se penche sur la façon dont une situation jugée problématique vis-à-vis de l'ordre social fait l'objet d'une mobilisation visant à ériger un problème aux conséquences collectives en un problème public, pris en charge par les pouvoirs publics. L'analyse proposée repose sur trois notions centrales : la *propriété* du problème, la *responsabilité causale* et la *responsabilité politique* (chapitre 1). Soulignant l'accès inégal des groupes aux arènes publiques de controverse, la propriété d'un problème désigne la capacité d'un groupe « à créer ou à orienter la définition publique d'un problème » et à « formuler des affirmations et des revendications » (p. 11) de manière à orienter la politique publique en la matière. Dans le cas de l'alcool au volant aux États-Unis, cette politique devient l'apanage de la profession médicale et des instituts de recherche. La responsabilité *causale* est le fait d'une attribution, qui « soutient une thèse sur l'enchaînement des faits qui rend compte de l'existence du problème » (p. 14). Ici, c'est le conducteur-buveur (*drinker-driver*), présenté par le discours public comme dépravé et immoral, qui est érigé en cause unique du problème des accidents de la route. La responsabilité *politique*, enfin, consiste en l'imputation d'une obligation à agir, exercée sur une personne ou une instance par les propriétaires du problème. Ces trois dimensions réunies constituent la structure des problèmes publics, l'« arène de conflit » dans laquelle s'affrontent des groupes et des institutions luttant « autour de l'imposition de théories causales et autour de l'attribution ou de l'imputation de responsabilités. » (p. 16–17).

Gusfield, dont l'étude s'inscrit dans le courant de recherche de la *construction des*

problèmes sociaux, est le seul à établir une distinction entre problèmes sociaux et problèmes publics. C'est là une première innovation. Il souligne ainsi l'importance du processus de *publicisation* qui suit – mais pas toujours – le processus de *problématisation* d'une situation jugée intolérable³. La seconde innovation importante opérée par l'auteur réside dans le choix d'une analyse rhétorique et dramaturgique, empruntée à la fois à Kenneth Burke et à Erving Goffman.

La première partie de l'ouvrage étudie la création d'un ordre *cognitif*, soit l'établissement d'une réalité publique par la science. Les productions scientifiques sont traitées dans une perspective *rhétorique*, « comme une logique argumentative » (p. 30) destinée à susciter la croyance. Étudiant les acteurs et les catégories constituant la *conscience publique* du problème (chapitre 2), Gusfield montre comment une version de la réalité, articulée autour de la figure du conducteur-buveur, prend forme, gagne une cohérence et acquiert une légitimité à l'encontre de versions alternatives (chapitres 3 et 4). La réalité publique du problème est traitée comme un ensemble de *fictions* et un *drame moral*. L'analyse dramaturgique d'un article scientifique (chapitre 4), présenté comme une *performance littéraire*, permet à l'auteur de rendre compte du déplacement du problème des tribunaux vers les hôpitaux. Cette première partie vise ainsi à affirmer que l'étude du raisonnement scientifique doit s'accompagner de la prise en compte du jugement moral qu'il charrie, ce dernier contribuant fortement à « la conversion des énoncés de faits en énoncés de politique publique » (p. 119).

La deuxième partie étudie la création d'un ordre *moral*. L'auteur y analyse l'autorité et le drame dans l'arène du droit. La loi est examinée comme une *performance culturelle*, qui incarne des significations publiques et véhicule une conception morale de l'ordre

3 Les notions de problématisation et de publicisation sont empruntées aux travaux que John Dewey consacre au public, dont l'influence sur Gusfield semble évidente – bien qu'il ne le cite pas explicitement.

social. Après avoir montré que le cas de la conduite sous l'influence de l'alcool constitue une exception à l'égard des autres infractions au Code de la route (chapitre 5), Gusfield s'attaque à la portée symbolique des actes juridiques comme « formes de communication » (chapitre 6). En résumé, le propos consiste à démontrer que la science établit une réalité (une version publique) que la loi performe au quotidien. La focalisation sur la figure de l'« ivrogne-tueur » configure un *drame public*, dont le sens est à la fois de se déployer comme « performance visible » et d'infuser dans le corps social une « signification collective » (chapitre 7). L'analyse proposée fournit ainsi une image d'un espace public moins rationnel que ce qu'avance Habermas (1962), Gusfield soulignant fort pertinemment le rôle des affects prévalant dans la perception partagée des arènes de controverse publique.

À ce point de l'ouvrage émerge ce qui fait à la fois la force et la faiblesse de l'approche proposée par Gusfield : la perspective ironique. Ayant beaucoup insisté sur la discrepance entre le niveau cérémoniel de la définition publique du problème et le niveau des transactions routinières, il consacre le dernier chapitre à l'illustration – et la défense – de cette posture particulière qu'est l'ironie sociologique. Il faut reconnaître à l'auteur son sens de la réflexivité : rappelant qu'il a cherché à montrer comment les acteurs du problème ont construit une réalité en adoptant une posture cognitive autant que morale, il reconnaît avoir endossé une perspective relativiste dans laquelle l'ironie joue un rôle central en tant que « processus de disqualification » (p. 213). Cette ironie se justifie à ses yeux par le fait qu'elle permet de « suspendre ce qui allait de soi, paraissait familier, relevait du lieu commun, pour le transformer en quelque chose d'incongru, d'étrange et de problématique. » (p. 214). Et d'affirmer – tout en reconnaissant que cette posture place l'analyste au-dessus de ses sujets d'étude – que « l'ironie est l'une des principales méthodes de la sociologie » (ibid). Cette affirmation, difficilement réfutable en soi, soulève alors une question importante :

la sociologie peut-elle dénaturiser le monde social sans pour autant « tomber » dans une posture ironique ?

La longue postface de Daniel Cefaï vise à apporter une réponse affirmative à cette interrogation, en recadrant le propos gusfieldien « sur un mode pragmatiste » (p. 225). Cefaï ne se contente pas de situer l'analyse de Gusfield dans son contexte de production – ce qu'il fait admirablement dans un premier temps. Son texte constitue un véritable travail de *refiguration* de l'œuvre. S'attaquant à l'idée de l'arbitraire de la construction d'un problème, Cefaï souligne que si les problèmes publics sont d'une certaine manière « construits » par les mobilisations des acteurs, ils sont également « éprouvés dans des processus d'enquête, d'expérimentation et de délibération » (p. 240). Le caractère problématique d'une situation *s'impose* d'abord aux acteurs. Dès lors, un constructivisme radical, appuyé sur le registre métaphorique, éloigne de « l'impératif de décrire » (p. 241) et court le risque de dissimuler plus qu'il ne révèle la complexité de l'élaboration du fait et de sa prise en charge collective.

De fait, le principal reproche que l'on peut faire à Gusfield réside dans son usage immodéré de la philosophie du « comme si »⁴ : la description du monde social *comme si* c'était un théâtre de performances, et rien de plus, opère une réduction de l'expérience humaine du monde qu'une approche phénoménologique aura tôt fait de réfuter. Comme le dit bien Cefaï, « cette structure dramatique de notre expérience ne doit pas se figer dans la métaphore du spectacle » (p. 254). La critique porte essentiellement sur la posture ironique et relativiste adoptée par le sociologue américain, qui tend parfois à présenter les différentes « fictions » à l'œuvre dans l'établissement d'une réalité partagée en termes d'« illusions » pures et simples. La fabrique des faits ne peut en effet se réduire à une invention *ex nihilo*. En ceci

4 Empruntée à Vaihinger, Hans. 1924. *The Philosophy of « As If »: a system of the theoretical, practical and religious fictions of mankind*. London: Routledge and Kegan Paul.

réside le cœur de la critique pragmatique à un constructivisme sceptique, pour laquelle l'analyse d'un processus de *construction* sera avantageusement remplacée par celle d'une activité configurante de *constitution*.

Pour autant, Cefaï rejoint la conception de l'ordre symbolique de Gusfield, dans laquelle la rhétorique de la science et de la loi, énonçant des directives cognitives et morales, exerce un *contrôle social* « en dessinant cet ordre symbolique qui est notre horizon de sens commun » (p. 281). Tout en menant une critique fine et intelligente du constructivisme gusfieldien, son traducteur rend hommage à la finesse de sa description. En somme, c'est le « jeu » de Gusfield, oscillant constamment entre un point de vue critique et une perspective ironique dégagée de tout engagement, qui agace Cefaï et aiguise ses quelques reproches. Il est vrai qu'en revendiquant une ironie « olympienne », détachée de ses implications politiques, Gusfield n'assume pas pleinement une posture critique – que l'on était en droit d'attendre de sa part au terme de son impressionnant travail de démythification.

Mais la postface de Cefaï, à laquelle on ne peut guère reprocher que sa longueur et ses pérégrinations théoriques, rend largement justice à Gusfield, rappelant qu'il reste en définitive relativement fidèle à un pragmatisme dans son interrogation sur « la façon dont des symboles opèrent en pratique [...] dans le monde social » (p. 265). On s'accordera donc à dire que le travail de Gusfield appelle après lui une phénoménologie, une praxéologie permettant de saisir, précisément, selon le mot de Louis Quéré, le « caractère praxéologique et procédural de l'espace public »⁵. Enfin, il faut dire également – et Cefaï ne s'y trompe pas – que l'écriture de Gusfield est limpide et précise, *littéraire*, très agréable

à lire. Ce qui ne fait qu'ajouter à la qualité de son travail.

Thomas Jammet
Université de Fribourg
Département des sciences sociales
Domaine Sociologie, politiques sociales et
travail social
Rte Bonnesfontaines 11
1700 Fribourg
thomas.jammet@unifr.ch

Rudolf Stichweh & Paul Windolf (Hrsg.),
Inklusion und Exklusion: Analysen zur
Sozialstruktur und sozialen Ungleichheit,
VS-Verlag für Sozialwissenschaften, Wies-
baden, 2009, 378 Seiten.

Die Debatte über den Terminus «Exklusion» wurde zuletzt kontrovers geführt. Ein analytischer Nutzen für die Soziologie wurde diesem Begriff gleich mehrmals abgesprochen. Als Dramatisierungs- und Politisierungsvokabel («Ausgegrenzte», «Entbehrliche», «Überflüssige») sei er vorab mit einer Semantik versehen, die ihn ausschließlich für politische Zwecke nützlich mache. Führe man den Begriff, zweitens, in die soziologische Theorie über, dann würden sich zahlreiche (unbeantwortete) Fragen ergeben: Ist Exklusion eine explizite Operation? Kann Gesellschaft tatsächlich als Container gedacht werden aus dem Individuen herausfallen? Ist ein gradueller Inklusionsbegriff nicht angemessener?

In dem Gemeinschaftswerk, das aus Beiträgen von rund 25 Autoren zu den Themen «Bildung und Kultur», «Armut», «Historische Analysen», «Geld und Finanzmärkte», «Netzwerke» und «Arbeitsbeziehungen» besteht, versuchen P. Windolf und R. Stichweh in Anlehnung an N. Luhmann die Begriffe «Inklusion» und «Exklusion» als eindeutige Kategorien einzuführen. R. Stichweh behandelt Gesellschaft als Kommunikation und definiert Inklusion und Exklusion als die (ausbleibende) «Adressierung von Personen in Sozialsystemen» (S. 30). Der explizite

5 Quéré, Louis. 1992. L'espace public: de la théorie politique à la métathéorie sociologique, *Quaderni*, 18(1) :75–92.

operative Vollzug der Exklusion sei nicht die dominante Form des Vorkommens von Exklusionen. Exklusionen seien mehrheitlich als «eine Sequenz von Nichtereignissen» (S. 31) und/oder als Selbstexklusion zu konzeptualisieren. Illustriert wird das anhand eines Schülers, der wiederholt vom Lehrer nicht «drangenommen» wird. Darüber hinaus sei in einer funktional differenzierten Gesellschaft, die im Gegensatz zu ständischen Gesellschaften auf eine Generalinklusion aller Mitglieder abziele, Exklusion nur akzeptabel, «soweit sie in die Form einer Inklusion gebracht» werde (S.37). «Inkludierende Exklusionen», wie etwa das Absitzen einer Gefängnisstrafe, würden stets innerhalb der Gesellschaft von Organisationen vollzogen werden. Nur auf der Ebene von Organisationen (im Gegensatz zu alltäglichen Kommunikationen) käme es auch allgemein nachvollziehbar zu Inklusionen und Exklusionen, da «Inklusionsbedingungen über Mitgliedschaft [...] eindeutig geregelt sind» (S.32).

Aufschlussreich ist an diesen theoretischen Annäherungen, dass zwar ganz im Sinne der Systemtheorie Luhmanns Exklusion als ein korrespondierendes Konzept zur Inklusion beibehalten wird, jedoch die Kumulation von Ausschlüssen aus Funktionssystemen (Armut führt zu weniger Schulbildung, führt zu instabilen Familienbildungen, etc.) nicht mehr als notwendiges Definitionselement angeführt wird. Zwar gebe es empirisch nachweisbare Abhängigkeiten und Präponderanzen unter den Funktionssystemen, doch könne das Postulat von multiplen Funktionssystemen nur aufrechterhalten werden, wenn zumindest theoretisch Interdependenzunterbrechungen als die Regel angenommen werden. P. Windolf übernimmt in seinen Ausführungen auch das Luhmannsche Postulat der Gleichwertigkeit unterschiedlicher Teilsysteme (Wirtschaft, Politik, u.a.) und leitet Ungleichheit theoretisch zuerst als ein «Phänomen der Binnendifferenzierung der Teilsysteme» ab (S. 14). Individuen seien unterschiedlich in die Teilsysteme inkludiert – die Professorin stärker als der Tutor im Falle

der Wissenschaft – und deswegen auch im Ergebnis ungleich.

Dieser theoretischer Überbau spricht prinzipiell nicht dagegen, soziale Phänomene, wie das der Armut, als Inklusions- und nicht als Exklusionsfolgen zu diskutieren. Wozu also die Unterscheidung von Inklusion und Exklusion? Die zahlreichen empirischen Studien sollten die erkenntnistheoretische Bedeutung des Begriffspaares aufzeigen. Einige seien herausgegriffen:

Ins Deutsche übersetzte Ausschnitte aus J. Karabels historisch-soziologischen Studie «The Chosen» über den Zugang zu den amerikanischen Eliteuniversitäten, Princeton, Harvard und Yale im 20. Jahrhundert enttarnen die Rhetorik über das meritokratische Ideal weitgehend als Bluff. Aufgrund der Aufnahme von nicht greifbaren Bewertungskriterien wie «Charakter» und «Persönlichkeit» waren Zulassungsverfahren derart flexibel, dass sie die Bevorzugung Angehöriger der protestantischen Oberschicht und Söhne zahlungskräftiger Alumni gewährleisteten. Auch für M. Hartmann ist Habitus, genauer die Internalisierung der Werte und Lebenshaltungen der (groß-)bürgerlichen Welt, für die Aufnahme in die Wirtschaftselite ausschlaggebend. Eine systematische Selbstrekrutierung der Wirtschaftselite erfolge stark nach «Stallgeruch»; die Promotion allein erkläre nur zu einem geringen Grad den Aufstieg in die Chefetagen. Das spricht im Wesentlichen für die Eigenweltlichkeit des Ökonomischen. S. Hillmert konzeptualisiert Bildung hingegen als eine Querschnittsvariable, die über Lebenschancen in verschiedenen Bereichen (Partnerwahl, beruflicher Status, Familienbildung u. a.) entscheidet. Auch Ch. Deutschmann sieht in Geld ein universales, nicht nur ökonomisches Medium, das über die Inklusion der Individuen in alle Teilsysteme entscheide: «Geld vermittelt nicht nur den Zugang zu materiellen Gütern, sondern auch die Chance, Freunde einzuladen, Restaurants, Kultur- und Bildungsveranstaltungen zu besuchen, politisch aktiv zu sein usw.» (S. 226). Prinzipiell sei daher eine Unterscheidung zwischen Armut

und Exklusion nicht notwendig. Das ziehen wiederum P. Buhr und S. Leibfried in Zweifel. Der Anteil der Bevölkerung, der sich in einer konsistenten Armutslage befindet, also sowohl von Einkommensarmut als auch von Deprivationsarmut betroffen sei, befände sich deutlich unter 10%. R. Stichweh plädiert in einer Synopsis aller Beiträge sich allen Primatsansprüchen rein diskurstheoretisch zu nähern und zu fragen, «unter welchen Umständen und mit welchen argumentativen Ressourcen Primatsansprüche für ein Funktionssystem reklamiert worden sind» (S. 368).

Neben dem klassischen Thema der Armut werden in dem Band auch erstmals Netzwerke als Inklusionsregime diskutiert. J. Beyer geht in seinem Beitrag zur Auflösung der «Deutschland AG» auf internationale Investmentfonds als neue Eigentümer ein, die als Profitmaximierer mit der «Exit»-Drohung Unternehmen zur Erwirtschaftung kurzfristiger Erträge zwingen. Auch dank der Ausrichtung der Banken auf Investmentbanking seien nun Unternehmen primär im Markt eingebettet; die alten nationalen Koordinationsbeziehungen mit ihren innergesellschaftlichen Regulationsmöglichkeiten würden dadurch merklich geschwächt. Hier wird das Wachstum und die Ausweitung von Funktionssystemen unter globalisierten Bedingungen angesprochen. Um die Probleme derartiger Öffnungen und deren Bewältigung geht auch U. Stähli in seinem Beitrag zur Konstruktion des Finanzpublikums ein. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts kam es zu einer Universalisierung des Börsenpublikums, die wegen der Inklusion neuer inkompetenter Spekulanten und der beobachteten Herdenlogik («wenn viele in die Aktie x investieren, dann ist auch der erwartete Gewinn der Aktie hoch») durchaus kritisch verfolgt wurde. Manche waren daher der Meinung, dass die Öffnung mit sanfter Disziplinierung einzelner (Werbeschriften der Börse stellen unwissende Spekulanten als Gefahr dar, etc.) einhergehen müsse, andere glaubten, dass die Aufrechterhaltung der Diversität des Publikums (z. B. durch Unterbindung von Zusammenschlüssen) ausreichend Ökonomizität

garantieren müsste. Dem Fallbeispiel kann entnommen werden, dass Inklusionsprofile unterschiedlichen Logiken entspringen können und daher stets historische Kontingenzen berücksichtigt werden müssen.

Als fruchtbar erweist sich auch die Thematisierung von Migration. U. Gerhardt geht in ihrem Beitrag auf eine der größten Migrationen der Weltgeschichte ein, nämlich die Migration von mindestens 12 Millionen Deutschen («Heimatvertriebene») aus Mittel- und Osteuropa auf das Territorium der neu entstehenden Bundesrepublik Deutschland. Aus der angesiedelten Wohnbevölkerung waren die Migranten mehrfach ausgeschlossen: Sie lebten weitgehend in Barackenlagern, hatten oft keine Arbeit, ihre Kinder wurden in Dorfschulen unterrichtet und die Einheimischen verweigerten im Wesentlichen die Kommunikation mit den Vertriebenen. Es waren vor allem die Einmahnung des Gleichheitsgrundsatzes durch die Besatzungsbehörden die einer allmählichen Status- und Kulturintegration den Weg ebnete.

Der Sammelband exploriert anhand von spannenden und eingehend geschilderten Beispielen Inklusionen/Exklusionen. Da die Autoren teilweise unterschiedliche Auffassung teilen, entsteht ein weites Meinungsspektrum, das dem Erkenntnisfortschritt nur dienlich sein kann. Auffallend ist, dass nur wenige Beispiele das illustrieren, was man alltagssprachlich unter Exklusion versteht, nämlich den vollständigen Ausschluss vom Zugang zu den Ressourcen eines Systems. Aber gerade die Entweder-oder-Entscheidungen hinsichtlich der Zugehörigkeit unterscheiden den Exklusionsbegriff von soziologischen Kategorien, die eine Schichtungslogik im Sinne von mehr oder weniger Teilhabe implizieren. Im Falle der Heimatvertriebenen lag eindeutig ein innergesellschaftlicher Totalausschluss vor. Eng an Luhmann angelehnt, arbeitet U. Gerhardt auch die Besonderheiten dieser Exklusion theoretisch aus: a) Exklusion ist ein aggregatives Geschehen, da es zu einem Ausschluss aus mehreren Leistungssystemen kommt, b) Kommunikationsbarrieren tun sich zwischen Inkludierten und Exkludierten

auf, c) es geht um das untere Ende der grundsätzlich hierarchisch gedachten Sozialskala. Wie die Auswahl der Themen alleine schon andeutet, werden in dem Sammelband die Kriterien a) und c) nicht mehr als notwendig vorausgesetzt, um von Exklusion sprechen zu können. Diese Ausweitung des Begriffs «Exklusion» ist neu und birgt die Gefahr, dass Exklusion durchaus auch als graduelle Inklusion besprochen werden könnte. Ein weiteres Defizit ist das, was Ch. Deutschmann in dem Band als die «theoriebautechnische Blickverengung» der Luhmannschen Systemtheorie bezeichnet: Individuen kommen durch ihre Reduktion auf «psychische Systeme» zu kurz, die Inklusions- und Exklusionspotentiale von Systemen dominieren die Debatte. Daher wird etwa die Analyse darüber, wie sich Individuen Zugang zu unterschiedlichen Systemen schaffen, gänzlich vernachlässigt.

Das Buch ist interessant und lesenswert, weil es die vielfältigen Anwendungsmöglichkeiten einer Soziologie der Inklusion und Exklusion aufzeigt. Die Debatte über die Eigenheiten des Exklusionsbegriffs wird jedoch sicherlich fortgeführt werden.

Philipp Korom
Department for Political
and Social Sciences
Europäisches Hochschulinstitut/Florenz
E-mail: philipp.korom@eui.eu

Christoph Scheurle, Die deutschen Kanzler im Fernsehen, Theatrale Darstellungsstrategien von Politikern im Schlüsselmedium der Nachkriegsgeschichte, Transcript Verlag: Bielefeld, 240 Seiten.

Die Politik und die Politiker sind in den Medien allgegenwärtig. Liest man eine Zeitung, schaut man Fernsehen, hört man Radio oder surft man im Internet: überall in diesen Medien wird Politik präsentiert, werden politische Sachverhalte thematisiert, wird um politische Aufmerksamkeit gerungen und werden politische Interessen und Strate-

gien öffentlich gemacht. Die Politik scheint nicht ohne die Medien auszukommen (und umgekehrt) und offenbar wissen wir vieles, wenn nicht alles über Politik durch die Massenmedien (um ein bekanntes Diktum Luhmanns abzuwandeln).

Dieses enge Verhältnis von Politik und Medien ist natürlich auch in den Sozial- und Kulturwissenschaften ein seit längerer Zeit intensiv diskutiertes Thema. Christoph Scheurle widmet sich in dem von ihm im Jahr 2008 im Transcript Verlag vorgelegten Band einem Teilbereich dieses Themas, nämlich den «deutschen Kanzlern im Fernsehen», genauer den «theatralen Darstellungsstrategien von Politikern im Schlüsselmedium der Nachkriegsgeschichte», wie es im Untertitel heißt.

Worum geht es? Scheurle möchte über «die Theatralität der Politik und den (sic!) Darstellungsstrategien der Politiker auf der Fernseh Bühne» (9) nachdenken und zwar aus der Perspektive der Theaterwissenschaft. Er beansprucht mit dieser Herangehensweise eine bislang – so jedenfalls seine Annahme – wenig beleuchtete Seite massenmedialer Politikdarstellung zu erfassen: die «Darstellungsbedingungen und Darstellungsleistungen der Politiker» (17) und damit die, wie er es nennt, «politische Figur, die einen großen Teil der Darstellungsprozesse konstituiert» (ebd.). Zu diesem Zwecke entwickelt er im ersten Teil der Arbeit sein theoretisch-analytisches Instrumentarium, auf dessen Grundlage dann im zweiten Teil verschiedene Kanzlerdarstellungen im Fernsehen untersucht werden. Unter Kanzlerdarstellungen versteht er Rededuelle, Interviews, Live-Übertragungen von politischen Ereignissen, Wahlwerbefilme und (politische) Dokumentationen (73), die von Adenauer bis Merkel reichen. Allerdings werden auch im zweiten Teil an verschiedenen Stellen theoretisch-analytische und auch methodische Überlegungen angestellt und in den Text eingestreut.

Kernstück des erwähnten theoretisch-analytischen Instrumentariums im ersten Teil ist der Vorschlag, politische Darstellungsleistungen in einem «Wahrnehmungsdreieck

von Inszenierungsrahmen und -formen, Rolle und Figur» (45) zu diskutieren. Was ist damit gemeint? Scheurle geht zunächst von der wenig überraschenden Annahme aus, dass Politiker sich darstellen wollen und auch müssen, und dass sie sich dabei theatraler Darstellungsstrategien bedienen. Eine theatrale Darstellung liegt seines Erachtens dann vor, wenn sich die Akteure bewusst sind, dass sie etwas darstellen wollen (42). Dieses Kriterium erweist sich allerdings insgesamt als wenig trennscharf, wie er auch selber konzidiert – Konsequenzen zieht er daraus allerdings keine. Vielmehr versucht er im Folgenden den Darstellungsbegriff auszudifferenzieren und schneidet dabei eine Vielzahl unterschiedlicher Aspekte an. Darstellung benötigt ein Publikum und Politiker müssen ihr Publikum und dessen Erwartungen bei ihrer Darstellung mit einbeziehen (47), es gibt unterschiedliche Darstellungstechniken (49 ff.) oder auch, dass Darstellung «Sagen und Zeigen» (59 f.) ist. Ebenso wird darauf verwiesen, dass die (Selbst-)Darstellung in den Medien mit besonderen Problemen verbunden ist (54 f.), dass Darstellungen als «Ausdruck einer bestimmten Kultur» (60) zu verstehen sind und dass der Körper (61) bzw. die «Körpersprache» (64) in Darstellungsprozessen eine wichtige Rolle spielt. Als Leser fragt man sich allerdings, was die Quintessenz dieses in seinen Einzelaspekten durchaus einsichtigen, in seiner Gesamtheit aber etwas disparaten Kapitels ist.

Zunächst belässt es Scheurle bei diesen Erörterungen und wendet sich dann – im zweiten Teil der Arbeit – der Empirie zu und stellt seine Materialauswahl dar: Mitschnitte von Rede-Duellen, Interviews, Live-Übertragungen von politischen Ereignissen, Wahlwerbefilme und (politische) Dokumentationen (73) sollen zur Untersuchung der theatralen Darstellungen herangezogen werden und zwar am Beispiel der Kanzlerdarstellungen von Adenauer, Brandt, Schmidt, Kohl, Schröder und Merkel.

Wer nun allerdings empirische Analysen erwartet, wird enttäuscht. Zunächst greift Scheurle nochmals seinen Vorschlag des

«Wahrnehmungsdreiecks» auf und differenziert dieses analytische Instrumentarium weiter aus. Grundthese ist hierbei, dass die «Figur Kanzler primär als Ergebnis einer singulären darstellerischen Leistung gesehen [wird], die allerdings von dem inszenatorischen Rahmen, den sozialen Rollenerwartungen, dem anderen politischen Rollenpersonal und den individuellen darstellerischen Fähigkeiten des Kanzlerdarstellers abhängen» (96). Die Kanzlerfiguren stehen in einem medialen Umfeld, das ganz eigene Problemlagen erzeugt (z. B. die Frage des Umgangs mit einem abwesenden imaginierten Publikum) und müssen in diesem Umfeld normativ zugeschriebene und zugemutete Rollenerwartungen erfüllen. Zugleich müssen sie die Rollen aber auch interpretieren und neu ausfüllen und so ihre je eigene und von anderen Kanzlerfiguren unterscheidbare Figur zu erzeugen suchen. Warum sie dies tun (müssen) bleibt allerdings im Dunkeln, die (naheliegende) Frage des Machterwerbs und der damit verbundenen Erzeugung von Legitimität durch spezifische Darstellungstechniken wird nicht gestellt. Stattdessen folgen einige sehr knappe (115–117) methodische Ausführungen, die allerdings recht vage sind und nicht verdeutlichen, welcher Methode die Analyse eigentlich folgt und wie mit den unterschiedlichen Formaten, die untersucht werden, methodisch umzugehen ist. Scheurle ist sich dieses Umstands sehr wohl bewusst, verweist jedoch darauf, dass die Ergebnisse durchaus «Entscheidendes zum Verständnis von politischen Darstellungen im Allgemeinen beitragen», weil die Untersuchung «mit Ihrem Gegenstand, den Kanzlerfiguren, beanspruchen kann, die jeweils hervorragende politische Figur ihrer Zeit in der Bundesrepublik ins Blickfeld der Analyse zu rücken» (117).

In den nun folgenden Abschnitten werden zunächst die unterschiedlichen Inszenierungsformen und die Inszenierungsrahmen und ihre Auswirkungen auf die Rollen- und Figurengestaltung vorgestellt. Epische Inszenierungen (z. B. als Wahlwerbespots) setzen die Kanzler – so Scheurle – «pragmatisch als

Figuren-Typen ein», während dramatische Inszenierungsformen (z.B. die Kanzlerduelle) «Raum für individuelle Ausgestaltung der Kanzlerfigur» (119) lassen. Diese Einsichten werden anschließend anhand von empirischen Beispielen illustriert. Im Ergebnis kommt Scheurle zum Schluss, dass mediatisierte Politikinszenierungen immer Selbstinszenierungen durch die Polit-Darsteller wie auch Fremdingszenierungen durch die Medien sind (128). Je nach Inszenierungsform und -rahmen inszenieren die Kanzler sich selbst oder werden durch die Medien inszeniert. In den empirisch-illustrativen Passagen erfährt man aber wenig Neues – hier wäre sicherlich eine klarere Abgrenzung zwischen den unterschiedlichen Kanzlern gewinnbringend gewesen, um das je typische der Kanzlerdarsteller bei unterschiedlichen Inszenierungsbedingungen herauszuarbeiten. Stattdessen wendet sich Scheurle im folgenden Abschnitt den Rollen und Rollenanforderungen zu – aber auch hier wird eher auf der Basis von Theorien, denn auf der Basis empirischer Einsichten argumentiert. Der empirische Hintergrund bleibt opak, wenn auch gelegentlich durchaus kluge Betrachtungen zu finden sind, die aber leider nicht ausgebaut werden. So etwa die Einsicht, dass «nicht die Darstellerpersönlichkeit in der Rolle aufgeht – sondern umgekehrt – die Rolle als Teil des Figurenkonzepts in die Darstellung inkorporiert wird» (208).

Das letzte – und zweifellos interessanteste – Kapitel des zweiten Teils thematisiert dann schließlich die Kanzlerfigur, die sich durch die «individuelle Darstellung des Akteurs» konfiguriert. Je nach inszenatorischem Rahmen werden die Figuren personifiziert, d. h. mit bestimmten Attributen versehen, typisiert oder stärker individualisiert. In Ansätzen werden die Kanzlerfiguren dann auch an den Beispielen herausgearbeitet (189 ff.), wobei Scheurle darauf verweist, dass es erst «die Summe der Darstellungsleistungen des Akteurs» (189) ist, welche die Figur sichtbar macht und die sich von Kanzler zu Kanzler unterscheidet. So stellt sich z. B. Kohl gerne als medien-inkompatibel (194) dar, während

sich Schröder als mediengewandt inszeniert (193f.) und Schmidt sich durch seine «spontane Gegenwärtigkeit» (194) auszeichnet. Adenauer inszeniert sich als Pragmatiker (198f.), während Brandt sich als Denker in Szene setzt (198). Scheurle kommt zu dem Schluss, dass sich zwei Kanzlerdarstellungen unterscheiden lassen: ein ikonischer, persönlichkeitsbezogener Stil und ein situativer, flexibler und spontaner Stil. Kohl und Adenauer werden dabei dem ersten zugerechnet, Brand, Schmidt und Schröder dem zweiten. Am Ende wendet sich Scheurle schließlich noch Angela Merkel zu, die als die «nüchterne Kandidatin», die «Politik als zielorientiertes Dienstleistungsangebot» (209) versteht, typisiert wird. Dabei nutzt sie auch neue Medien – hier weist Scheurle zu recht darauf hin, dass das Internet die Möglichkeit bietet, das eigene Erscheinungsbild (zumindest im Rahmen des eigenen Internet-Auftritts) besser zu kontrollieren als dies beim klassischen Fernsehen der Fall war.

Was bleibt als Fazit? Insgesamt liefert die Arbeit in den einzelnen Abschnitten durchaus interessante Einsichten und kluge Betrachtungen. Sie bleibt aber leider allzu oft zu sehr in der bloßen Deskription des Geschehenen stecken. Die im zweiten Teil in Ansätzen ausgearbeiteten Kanzlerfiguren zeigen das Potential, das eine noch tiefer reichende empirische Analyse tatsächlich gehabt hätte. Dies hat seine Ursache einerseits in der Methode – dazu wird in der Arbeit praktisch nichts gesagt – aber auch in der häufig wenig trennscharfen Begriffsverwendung, der zwischen Theorie und Empirie springenden Argumentation und der letztlich doch gar nicht so neuen Perspektive, die der Verfasser anlegt: Es wird nicht so recht deutlich, wo denn nun der Gewinn der Einbeziehung theaterwissenschaftlicher Erkenntnisse liegt, so dass die Arbeit leider hinter den Möglichkeiten zurückbleibt, die das Thema geboten hätte. Trotzdem bleibt sie aber lesenswert, gibt sie doch den Denkanstoss, nochmals neu über das Verhältnis von Medien und politischen Darstellungsstrategien nachzudenken und diese Darstellungsstrategien nicht als reine

Show kulturkritisch zu diffamieren, sondern und gerade auch in ihrer Theatralität ernst zu nehmen.

Thilo Raufer
Universität Konstanz
Fachbereich Geschichte und Soziologie
thilo.raufer@uni-konstanz.de

Paula-Irene Villa (Hg.), schön normal. Manipulationen am Körper als Technologien des Selbst, Bielefeld: transcript 2008, 282 Seiten.

Entgegen der im Alltag weit verbreiteten Annahme, die Bearbeitung der Oberfläche des menschlichen Körpers sei auch im metaphorischen Sinne «oberflächlich», verfolgt Paula-Irene Villa mit der Herausgabe des Bandes das Anliegen, die soziale und personale Tiefendimension invasiver Körpertechniken aufzuzeigen. Fokussiert werden medial inszenierte und im Alltag vorgenommene «Manipulationen am Körper», die im Sinne Michel Foucaults als «Technologien des Selbst» konzeptionalisiert werden. Den zentralen Schwerpunkt der Analysen bildet die These, dass in diesen Technologien eine «reflexiv-moderne Praxen» kennzeichnende «Gleichzeitigkeit von Selbst-Ermächtigung [...] und Selbst-Unterwerfung» sichtbar werde (16).

Interdisziplinär angelegt, versammelt der Band sozial-, literatur- und medienwissenschaftliche Beiträge, die sich durch ausserordentliche Übereinstimmungen in der theoretischen Zugangsweise und den empirischen Untersuchungsthemen auszeichnen: Die Autoren nehmen mehrfach Bezug zueinander und tragen weitgehend das Konzept des Bandes mit. Vor diesem Hintergrund erweist sich dessen nicht weiter ausdifferenzierte Struktur als eine der Homogenität der Beiträge geschuldete Massnahme. Dem Leser eröffnen sich auf diese Weise mit fortschreitender Lektüre zahlreiche Facetten und «Einfalltüren» somatischer «Gouver-

nementalität» sowie zeitgenössischer Kritik neoliberaler «Biopolitiken» (Foucault). Wenn auch die konzeptionelle und thematische Vernetzung der Beiträge den Band von anderen Veröffentlichungen deutlich abhebt, so bleibt doch zu fragen, inwiefern die sich insgesamt abzeichnende theoretische Eindeutigkeit der empirischen Befunde die symbolische Mehrdeutigkeit gerade auch zeitgenössischer Körpertechniken adäquat wiederzuspiegeln vermag. Zwar eröffnet der Foucaultsche Ansatz die Möglichkeit «den Verbindungen zwischen physischem Sein und der moralisch-politischen Existenz» (Maasen: 115) in feingliedriger Weise nachzugehen, allerdings vernachlässigt ein «einseitige[r] Blick auf Diskurse», wie Villa in ihren eingangs angestellten Überlegungen selbst anmerkt, u. a. die Perspektive des Individuums (67).

Ausgangspunkt der Überlegungen, die die Herausgeberin dem Sammelband in einer Einleitung voranstellt, ist die Beobachtung, dass Manipulationen am Körper jüngst nicht nur in ungekanntem Ausmass von den Massenmedien thematisiert werden, sondern dass sie inzwischen ein nicht mehr zu vernachlässigendes gesellschaftliches Phänomen darstellen – so sollen sich etwa zwischen 400 und 700 Tausend Menschen in Deutschland jährlich einer Schönheitsoperation unterziehen (9). Die Manipulation des Körpers mittels schönheitschirurgischer Eingriffe bildet denn auch einen empirischen Schwerpunkt des Bandes: Die Beiträge von *Kathy Davis*, *Nina Degele*, *Sabine Maasen*, *Barbara Meili*, *Kathryn Pauly-Morgan*, *Andrea Seier* und *Hanna Surma*, *Simon Strick* sowie *Paula-Irene Villa* nähern sich diesem Phänomen in verschiedenen Perspektiven und mit unterschiedlicher thematischer Gewichtung.

Eine Gemeinsamkeit der im Band besprochenen Körper-Manipulationen erkennt *Villa* einleitend in den an diesen sichtbar werdenden «normativen Prozessen der Normalisierung», sei es in der Überspitzung, der Subversion oder im Mitvollzug dieser Prozesse. Beispielhaft stellt sodann *Markus Brunner* Einzel-Aspekte gesellschaftlicher Normalisierungsprozesse an den Körperinsze-

nierungen zweier Künstler dar: Der Künstler Stelarc nimmt unter Anwendung neuartiger Technologien Eingriffe am eigenen Körper vor, die – so Brunner – auf zukünftig denkbare Körpernormen verweisen und so zugleich die Wandelbarkeit und Gestaltbarkeit der Normierung des Körpers aufzeigen. Brunner stellt Stellarcs Körpereingriffe denen der Künstlerin Valie Export gegenüber, die die Überspitzung und Überschreitung weiblicher Körpernormen nutzt, um die männliche Dominanz in der Konstitution weiblicher Körpernormen zu markieren. Nicht den dominanten Akteuren oder den Auslösern eines Normalisierungsprozesses, sondern dem Stadium eines solchen gilt *Barbara Meilis* Interesse in ihrer Untersuchung zur gesellschaftlichen Akzeptanz von Schönheitschirurgie. Sie kommt zu dem Schluss, dass schönheitschirurgische Eingriffe in Deutschland noch längst nicht als «normal» angesehen werden, da für derartige Operationen noch immer «ein großer Legitimationsbedarf» (138) besteht. Die Schönheitschirurgen selbst entsprechen diesem Bedarf vorwiegend, indem sie auf das Recht des Einzelnen verweisen, über die Gestaltung des eigenen Körpers selbst zu bestimmen. Für die USA stellt *Kathryn Pauly Morgan* hingegen fest, dass schönheitschirurgische Eingriffe durchaus als normal wahrgenommen werden (162). In ihrem Beitrag widmet sie sich allerdings nur am Rande der Schönheitschirurgie, im Zentrum ihrer Betrachtungen stehen vielmehr Techniken der Herstellung eines schlanken Körpers und deren Einbettung in gesellschaftliche Diskurse von Fettleibigkeit und Schlankheit, in denen sie, auf Foucault rekurrierend, eine Form «körperbezogene[r] Gouvernementalität» erkennt (151). Dabei hebt sie – sich wiederum auf Foucault berufend – hervor, dass solch vermeintliche Techniken der Unterwerfung auch notwendig sein können für die Ausbildung «eines sich ermächtigenden Selbst – und eines widerständigen Selbst» (166). Die durch die Pole Selbstermächtigung und Selbstunterwerfung erzeugte Ambivalenz wird auch in den Beiträgen von *Sabine Maasen*, *Andrea Seier* und

Hanna Surma, *Simon Strick* und *Paula-Irene Villa* thematisch.

Ebenfalls explizit auf Foucault Bezug nehmend, untersuchen *Andrea Seier* und *Hanna Surma* die Verschränkung von Selbst- und Medientechnologien am Beispiel der TV-Show «The Swan», die die (vornehmlich schönheitschirurgische) Bearbeitung der Körper weiblicher Kandidatinnen als Wettbewerb inszeniert. Sie beschreiben das im beobachteten Fall sichtbar werdende Ineinandergreifen von Selbst- und Medientechnologien als «wechselseitiges Konstitutionsverhältnis» (193), das auf medial und diskursiv hervorgebrachten Wissensformationen beruht. Während jedoch feministische «Cyborg-Utopien» (195) Geschlechternormen zu verletzen suchten, seien die bei der Sendung «The Swan» zur Anwendung kommenden Selbst- und Medientechnologien peinlich um die Erfüllung zeitgenössischer Geschlechternormen bemüht. Dennoch seien beide, «Schwanenselbst» und «Cyborg-Utopie» (195), durch die Gleichzeitigkeit von «disziplinierender Unterwerfung» und einer «an Bewusstsein und Selbsterkenntnis gebundenen Ermächtigung» gekennzeichnet (194).

Von einer solchen Gleichzeitigkeit von Selbstermächtigung und Selbstunterwerfung ausgehend, untersucht *Simon Strick* die gesellschaftlichen Narrative der in der Fernsehsendung «The Swan» zum Tragen kommenden Selbsttechniken als Beispiel für «gouvernementale Erzählungen des Selbst» (214). Seine Analyse mündet in der Identifikation «narrativer Modelle der Selbstführung», die – sich an zeitgenössischen Geschlechternormen orientierend und verschiedene technische Hilfsmittel nutzend – die «therapeutische Selbstfindung einer «natürlichen Weiblichkeit»» proklamieren (215). *Paula-Irene Villa* fragt in ihrem Beitrag nach den Ursachen dieser Gleichzeitigkeit von Momenten der Selbstermächtigung und der Selbstunterwerfung in Diskursen um schönheitschirurgische Eingriffe bei Frauen. Sie sieht in diesen Diskursen Geschlechterdifferenzen nicht mehr unter Berufung auf eine «innere Natur» legitimiert, sondern als

ökonomisch motivierte, auf Erfolg zielende unablässige Arbeit am «– körperlichen – Selbst» (250). Die historischen Wurzeln dieses Deutungsmusters vermutet Villa in der «Neuen Frauenbewegung», die Selbstermächtigung über den Körper proklamiert und so individualistischen Körpermanipulationen den Weg bereitet habe (250).

Sabine Maasen vertritt hingegen die Ansicht, dass Schönheitschirurgie – die sie mit Foucault als «Bio-ästhetische Gouvernementalität» (112) auffasst – zwar sowohl disziplinierende als auch ästhetisch-existentielle Elemente aufweist, welches dieser Elemente aber nun im Einzelfall dominiere, dafür zeichne die «*Haltung*» des Einzelnen verantwortlich (115). Die bioästhetische Eingriffe begleitende Aufmerksamkeit für den Körper, die stete Beobachtung und die Formung und selbsttätige «Vollendung» desselben als lebenslanges Projekt kennzeichnen auch das «unternehmerische Selbst» (Ulrich Bröckling, vgl. Fleig: 96), das in dem von *Anne Fleig* untersuchten Roman «Ego» exemplarisch vorgeführt wird. Die Hauptfigur des Romans instrumentalisiert nicht nur ihren Körper, sondern ihre ganze Lebensführung für ihren wirtschaftlichen Erfolg. Die Körperformung selbst nimmt dabei keine Nebenrolle ein, als «Ausdruck souveräner Selbstregierung» (96) steht die Arbeit am Körperbild vielmehr im Zentrum der verschiedenen bei der Romanfigur zur Anwendung kommenden Techniken unternehmerischer Selbstformung. *Nina Degele* sieht dementsprechend die Arbeit am Körper als Arbeit an der «Employability» und damit an der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Existenz. Sie erkennt in den Phänomenen «Schönheitshandeln» und «Schmerznormalisieren» (67) den von Luc Boltanski und Ève Chiapello diagnostizierten «neuen Geist des Kapitalismus» (81) wieder, der die Autonomie des Arbeitnehmers «fördert und fordert» und dadurch nicht nur die Deregulierung von Arbeitsmärkten stützt, sondern zugleich auch sinn- und identitätsstiftend wirkt.

Während die Bearbeitung von Frauenkörpern als «Arbeit am Selbst» in der

Öffentlichkeit auf Akzeptanz trifft, stösst die Tilgung ethnischer Merkmale mithilfe der Schönheitschirurgie noch immer auf grosse Kritik. *Kathy Davis* fragt nach den Ursachen für die kritische Haltung gegenüber der so genannten «ethnischen kosmetischen Chirurgie» und findet diese in der in den operierten Körpern zum Ausdruck kommenden Internalisierung von Rassismen bzw. in der widerstandslosen Akzeptanz dieser Rassismen im «surgical passing» (41, 43). Die in der Unterwerfung unter derartige Körpernormen aufscheinende Deutungsmacht kennzeichnet die «ethnische kosmetische Chirurgie» als Biopolitik. Als solche kann auch das von *Charlotte Ullrich* fokussierte Phänomen aufgefasst werden. Im Gegensatz zu den anderen BeiträgerInnen des Bandes widmet sich Ullrich allerdings nicht Körpermanipulationen, die auf die Bearbeitung des Körperbildes abzielen, sondern Manipulationen, die sich auf die Kontrolle weitgehend unsichtbarer Körperprozesse beziehen: Selbsttechniken in der Kinderwunschbehandlung. Sie zeigt, dass mit der durch die spezifischen Selbsttechniken suggerierten Steuerbarkeit des Körpers, auch eine Zuweisung von Verantwortung einhergeht, die gesamtgesellschaftlich betrachtet für Krankheit und Gesundheitserhalt im allgemeinen beobachtet werden kann – eine Entwicklung, die nicht zuletzt die aktuelle Umstrukturierung des Gesundheitswesens vor Augen führt.

Dass der Mensch sich der Verantwortung für und der Sorge um seinen Körper nie ganz entziehen kann, weil er der Körper «ist» dessen er sich zu ermächtigen versucht, diese anthropologischen Voraussetzungen streift der Band zwar am Rande, ohne jedoch die Konsequenzen dieser Voraussetzungen für das Thema weiter auszuführen (Villa: 15 f). Verlangt das Menschsein dem Einzelnen die permanente Kontrolle und Unterwerfung seines Körpers ab, ist die Autonomie, die somatische Techniken versprechen, niemals nur rhetorischer oder diskursiver Natur. Vielmehr spiegeln sich im Imperativ der Selbstermächtigung als Ermächtigung über den eigenen Körper durch Unterwerfung

desselben unter gesetzte Normen anthropologische Konstanten personaler Selbstbehauptung. Vor diesem Hintergrund stellt sich die Frage, worin das spezifisch «Neue» der zeitgenössischen Körperarbeit besteht. Neben der gesellschaftlich geforderten Verkörperung von «Employability» ist dieses sicherlich auch in der «derzeit gesetzte[n] Gleichung, wonach die Erscheinung den Charakter indizierte» (Maasen: 111) zu suchen. Den Ursachen dieser Gleichung geht der Band allerdings nicht nach, weil er – bedingt durch die pro-

grammatische Beschränkung auf Diskurse – eine zentrale Quelle zeitgenössischer Körpernormen vernachlässigt: die Medialisierung des Körperbilda und die darin implizierte Medialisierung des Körperausdrucks.

*Anne Sonnenmoser
Kulturwissenschaftliches Institut Essen (KWI)
Goethestrasse 31
45128 Essen
anne.sonnenmoser@kwi-nrw.de*

Corrigendum volume 35, issue 2, page 377

The acknowledgment on the bottom of this page is incomplete. It should have read:

This study was supported by the National Institutes of Health (NIH) award nos. MH60831 on Geriatric Depression and Antidepressant Use, MH076206 on Depression Care among Elderly Nursing Home Residents and MH058984 on Major Mental Disorders and HIV: Health Services Use. We acknowledge additional support from the Agency for Healthcare Research and Quality's (AHRQ's) Centers for Education and Research on Therapeutics (CERTs) program through award no.U18-HS016097 to Rutgers for the Center for Education and Research on Mental Health Therapeutics. The authors thank Allan Tulchin, Robert E. Fullilove, and Tobias Gerhard for assistance with French and German translations.

